

**Contribution de l'AEPLC à la consultation publique de l'Arcep au sujet de l'accord interprofessionnel sur les règles d'assortiment et de détermination des quantités servies des titres CPPAP hors IPG aux points de vente**

Créée en 2008, l'AEPLC (Association des Editeurs de Presse de Loisirs Culturels) rassemble les éditeurs Keesing France et les éditions Jibéna, qui sont des éditeurs spécialisés dans les publications de sports cérébraux, pour adultes et enfants : Mots croisés, Mots fléchés, Sudoku, Mots mêlés, etc. A eux deux, ils représentent près de 10% de la presse magazine.

Les éditeurs de l'AEPLC entretiennent une relation de proximité avec le réseau depuis plus de 70 ans y réalisant des investissements massifs : plus de 80 délégués commerciaux sur le terrain, qui accompagnent les marchands de presse, du mobilier d'exposition fourni gracieusement d'une valeur de près d'1 million d'euros chaque année, une politique commerciale et marketing de développement des ventes. Un accompagnement que seuls les éditeurs de presse ludique acceptent de réaliser. Ils sont donc particulièrement attentifs et sensibles aux sujets traitant de la distribution aux points de vente.

Dans le cadre de la consultation publique au sujet de l'accord interprofessionnel sur les règles d'assortiment et de détermination des quantités servies des titres CPPAP hors IPG aux points de vente, ouverte jusqu'au 30 septembre par L'Arcep, l'AEPLC tient à faire les observations suivantes :

**1. Accord conditionné à un autre accord sur les titres non-CPPAP**

Les publications éditées par les membres de l'AEPLC, sauf cas particuliers, ne bénéficient pas de l'agrément de la CPPAP. Leur distribution devrait se gérer selon le 3° de l'article 5 de la loi Bichet : *« pour les autres journaux et publications périodiques, les entreprises de presse, ou leurs représentants, et les diffuseurs de presse, ou leurs représentants, définissent par convention les références et les quantités servies aux points de vente. »*.

La loi fait ainsi primer les conventions directes entre éditeurs et marchands pour les titres de la catégorie 3, sans lien direct avec l'assortiment des titres CPPAP hors IPG. A défaut seulement, des conventions entre les représentants des éditeurs et des marchands peuvent être établies.

Pourtant les signataires de l'accord interprofessionnel sur les règles d'assortiment et de détermination des quantités servies des titres CPPAP hors IPG aux points de vente semblent vouloir préempter le sujet de la distribution des titres non-CPPAP et conditionner l'accord proposé à un autre accord qui concernerait la distribution des titres non-CPPAP.

A ce stade, les éditeurs de l'AEPLC, dont le poids au sein de la catégorie des titres non-CPPAP n'est plus à démontrer, n'ont pas la moindre connaissance de ce 2ème accord et s'interrogent bien normalement sur les conséquences éventuelles sur leur distribution.

Il nous semble que les 2 sujets (assortiment des titres CPPAP hors IPG et distribution des titres non-CPPAP) devraient être traités de manière indépendante.

Proposition : supprimer les passages suivants :

- PREAMBULE : *« Cet accord ne vise pas organiser la détermination des références et quantités des titres repris au 3° ci-dessus. Cet objectif, sans lequel cet accord serait totalement inopérant, sera poursuivi à travers un accord séparé réunissant à minima les mêmes signataires sous forme d'un accord interprofessionnel qui s'assurera que les titres relevant dudit 3° de l'article 5 ne se trouveront pas dotés de droits supérieurs à ceux qui sont visés par le présent accord »*
- Article 49 : *« Les signataires du présent accord interprofessionnel conviennent de signer concomitamment un accord séparé détaillant des règles complémentaires permettant au diffuseur d'organiser la composition de l'assortiment complet du linéaire presse de son point de vente tel que défini en section IV du Chapitre II ainsi que les principales règles de gestion indispensables au bon fonctionnement du présent accord interprofessionnel. Cet accord devra définir des principes s'appliquant à tous les titres distribués par les SADP – et bénéficiant ainsi des avantages du système coopératif collectif institué par la loi n°47-585, et détaillés aux articles 8 à 14 des présentes, à l'exception des titres relevant du 2° de l'article 5 qui figurent dans l'Assortiment de base.  
En cas de forclusion de l'accord séparé, le présent accord fera l'objet de nouvelles discussions entre les parties signataires.  
En tout état de cause, les titres relevant du 2° de l'article 5 de la loi précitée ne pourront se voir imposer des conditions de distribution moins favorables que les titres relevant du 3° de l'article 5 de la loi 47-585 autant concernant leur présence dans l'assortiment du diffuseur que le plafonnement de leurs quantités. ».*

## **2. Transparence**

La section III du Chapitre II est relatif à l'identification des titres et à la sécurisation.

L'AEPLC, qui alerte depuis longtemps les autorités publiques (Arcep, DGMIC, CPPAP) et les représentants de la filière (Culture Presse, SEPM, ...), sur les usages abusifs de n° de CPPAP sur des titres ludiques, se réjouit de la volonté affichée de mieux identifier et catégoriser les titres.

Cependant, malgré les alertes de l'AEPLC, le problème perdure. Il nous semble donc important que le référentiel des titres ne soit pas accessible uniquement à l'ensemble des parties prenantes au présent accord d'assortiment. La réforme de la loi Bichet a mis fin à l'auto-régulation qui, par nature, faisait naître des conflits d'intérêts.

Proposition : modifier l'article 17

- Article 17 : *« ... qui devra tenir un fichier transparent et accessible ~~à l'ensemble des parties prenantes au présent accord d'assortiment~~ à l'ensemble de la filière via un portail numérique. ... »*

Plus loin, dans son TITRE III, l'accord prévoit la constitution d'une Commission de l'assortiment et du plafonnement ou CAP, qui se réunirait en formation restreinte ou élargie. Difficile de ne pas y voir la renaissance de l'auto-régulation que la réforme de loi Bichet a pourtant décidé de supprimer.

Théoriquement, que les principaux acteurs souhaitent créer un espace de dialogue semble tout à fait louable. Cependant, la faillite récente de Presstalis a fait ressortir d'importantes dissensions entre les différents acteurs (voir les débats sous l'égide du CIRI). L'AEPLC considère qu'il est trop tôt pour recréer des commissions d'arbitrage en cercles fermés et qu'il est important que la régulation de la filière se fasse sous l'égide de l'Arcep.

Proposition : suppression du TITRE III

### **3. Linéaire et jauge**

L'accord soumis à consultation publique définit le « linéaire Presse » dans la section IV du chapitre DEUX : *« Il s'agit du linéaire dévolu exclusivement à l'exposition des journaux et publications définies par l'article 1° de la loi n°86-897 et des produits traités dans les articles 11 à 13 des présentes. »*.

L'AEPLC rappelle que ses éditeurs-membres investissent massivement chaque année pour mettre à disposition des marchands du mobilier d'exposition dédié. Ces linéaires restent la propriété des éditeurs de l'AEPLC. Ils sont exclusifs à leurs titres et ne pourront donc en aucun cas être utilisés pour exposer d'autres titres que les leurs.

Ces linéaires « ludiques » sont conçus spécialement pour l'exposition des portefeuilles de titres des éditeurs de l'AEPLC, univers très marchandisé par gammes, formats et niveaux. Ils développent près de 20 mètres de linéaire pour 1 mètre au sol, soit environ le double d'un mobilier habituel pour la presse. Mais la capacité d'accueil n'est pas pour autant très différente d'un mobilier classique. Aussi, appliquer une jauge de 16 ou 18 codifications à l'ensemble du linéaire, y compris le linéaire des éditeurs de l'AEPLC, conduit mécaniquement à surévaluer la largeur d'offre et par conséquent le nombre de titres CPPAP assortis.

Proposition : réduire la jauge pour mieux adapter le nombre de titres CPPAP assortis